



# GAUCHE



## castelnaudienne & métropolitaine

NUMERO6  
4 Septembre 2023

## C'est la rentrée !

**Chers toutes et tous, amis lecteurs, chers camarades,**

**A**près une pause estivale dont nous espérons qu'elle fut agréable, nous voici donc de retour pour une nouvelle année politique dont la clé de voute sera les élections européennes du 6 au 9 juin 2024 dans l'ensemble des pays de l'Union. Nous interviendrons rapidement sur la question à Castelnaud comme auprès de nos camarades de la fédération de l'Hérault.

**D**'ici là, sur un plan local, nous suivrons avec attention et impatience la mise en œuvre de la gratuité des transports dans la métropole de Montpellier le 21 décembre prochain, actée par notre camarade Michaël Delafosse et sa majorité métropolitaine et croiserons les doigts pour que Montpellier franchisse la dernière étape et devienne capitale européenne de la culture en 2028.

## ACTUALITES CASTELNAU



**E**ntre temps, bien des débats nous attendent, des mobilisations aussi, pour défendre l'identité d'une gauche laïque, internationaliste, européenne et écologique, loin des accommodements tactiques mais avec le soucis de déclamer des principes et des propositions concrètes dans un dialogue fructueux et respectueux à gauche comme dans l'ensemble de la cité. Mais pour commencer, nous vous proposons de nous retrouver à Frontignan pour la traditionnelle fête de la Rose, réunissant militants et sympathisants socialistes de l'Hérault. Ce sera l'occasion de débattre, réfléchir et mieux se connaître dans une ambiance détendue et a priori ensoleillée.

Pour la section de Castelnaud-le-Lez,

Najate Haie

### RAPPEL

#### INSCRIPTION FÊTE DE LA ROSE - SAMEDI 9 SEPTEMBRE - FRONTIGNAN

Rencontres, débats, repas, tables rondes les socialistes de l'Hérault font leur rentrée à Frontignan.

Militants-es, sympathisants-es et enfants vous êtes conviés-es à nous retrouver lors de cet évènement le

Samedi 9 septembre 2023

à partir de 9h30

à Frontignan

Centre de Loisirs les Mouettes

66 Av. Vauban, Frontignan

Attention : Inscription obligatoire (cf information envoyées par email).



## La laïcité n'est pas négociable

**A la mémoire posthume de Cabu, Charb, Honoré, Tignous, Wolinski et tous leurs camarades**

Les militants de la gauche socialiste et républicaine que nous sommes, sont particulièrement effarés de la dimension prise par le « débat » sur le port de signes -religieux, communautaires – ostentatoires dans une enceinte scolaire. Nous avons longtemps pensé, naïvement, que la sanctuarisation de l'école, comme enceinte des connaissances, des apprentissages, de l'émancipation, loin des pressions d'où qu'elles viennent, était l'héritage de toute la gauche, de toutes les gauches et appartenait au patrimoine commun. Il faut croire, là encore, que les choses ont définitivement changé, quitte à donner une occasion supplémentaire aux tenants de l'uniforme, à la droite de la droite, de se refaire une santé. Revenons donc sur l'essentiel plutôt que sur les polémiques granguignolesques alimentées par LFI sur le nombre de centimètres tolérés pour les robes des jeunes filles dont ne manqueront pas de se servir les islamistes dès les premiers jours de la rentrée.

La question de l'adaptation des règles de la laïcité à l'école depuis les lois Ferry et plus encore la séparation de l'Eglise et de l'Etat, loin de l'incurie ou de la mauvaise foi (sans jeu de mot) est en réalité une question récurrente. Parce que dans une société régulièrement soumise aux offensives des courants militants religieux, la République précise régulièrement ce qui relève d'un Etat de droit démocratique qui entend défendre ses principes, il est vrai minoritaires dans le monde et sur le continent européen. L'offensive « frériste » du nom du courant des frères musulmans, particulièrement

actif et ostentatoire depuis l'Egypte à partir des années 30 du siècle dernier et relayé au Proche et Moyen-Orient dès le milieu des années 70 avec les pétro dollars des régimes obscurantistes du Golfe persique ou plus encore de la république turque sous le bâton d'Erdogan, a été divulguée au grand jour à la fin des années 80 en France. En 1989, à la porte d'un collège de Creil en région parisienne, deux jeunes filles de confession musulmane, refusant d'ôter leur voile, défraient la chronique et interrogent autant la gauche que la république sur la conduite à tenir. A l'époque, une voie médiane se dégage, portée par Lionel Jospin alors Ministre de l'Education Nationale, pour engager un dialogue permettant de rappeler les principes qui fondent l'école et dénouer autant que possible la situation afin de ne pas jeter des élèves dans les bras de ces tristes sires. Cette médiation porta alors ses fruits puisque dans près de 97% des cas, la situation se dénouait avec le retour de jeunes filles en cours, têtes nues.



### Offensive islamiste

Depuis, le temps a passé, nous ne sommes évidemment plus en 1989 et le rapport de force en faveur des principes laïques intangibles s'est détérioré. Si l'on a bien compris que tout le monde n'est malheureusement plus « Charlie » à commencer par les principaux protagonistes médiatiques de LFI, l'offensive islamiste s'est considérablement renforcée dans le monde comme sur le continent européen et dans la société française, à coup de larmes et de sang. Reprendre le vocable de « police du vêtement » comme l'a fait Clémentine Autain, à l'instar du clergé chiite iranien qui massacre les femmes depuis plus de quatre décennies désormais et

## La laïcité n'est pas négociable (suite)

relève au mieux de la bêtise au pire d'une connivence coupable qui ne dit pas son nom. Il faut par ailleurs être d'une naïveté confondante ou méconnaître ce que sont les difficultés de l'école aujourd'hui pour s'aveugler à ce point : des cours d'EPS suspendus, aux cours de SVT sur la sexualité contestés, des cours conflictuels d'histoire sur le Proche-Orient en passant par les dispenses peu justifiées des cours de piscine, de la revendication exponentielle de créneaux séparés dans les piscines municipales aux revendications toujours plus tatillonnes en matière alimentaire dans les infrastructures publiques, l'offensive est généralisée, tous azimut et se décline sous la bannière abjecte de la lutte contre l'islamophobie, concept inventé et décliné par cette même mouvance à laquelle ont décidé de se convertir les califes de M. Mélenchon.

### Une attente du monde éducatif

La décision de Gabriel Attal, était en réalité attendue et souhaitée par les chefs d'établissement comme par l'ensemble de leurs organisations syndicales, lassés de vérifier l'intentionnalité religieuse du vêtement porté, qu'il s'agisse de l'abaya ou du qamis, comme d'une large majorité du monde enseignant, fatiguée de voir se lézarder les principes auxquels ils tiennent tant et pour lesquels elle s'est engagée, singulièrement après l'assassinat de Samuel Paty dans les conditions moyenâgeuses que chacun connaît. A l'heure où la radicalisation islamiste déstabilise des jeunes en déshérence et des quartiers à la dérive, bénéficiant de relais savamment orchestrés sur les réseaux sociaux ou par le biais d'associations prétendument culturelles dans lesquelles il faudrait prendre soin de se pencher davantage, la décision ministérielle est une bonne chose et participe de la défense de l'école publique, gratuite et laïque. Continuer à fermer les yeux ou accompagner la dérive communautaire et/ou culturelle à l'œuvre dans une partie de la jeunesse et de la population poussant la porte de l'école, comme a décidé de le faire en conscience la direction de LFI est une faute

morale parce que reniant l'héritage de la gauche et du mouvement progressiste et ouvrier depuis plus d'un siècle, c'est aussi le pendant d'une politique internationale criminelle qui fait la part belle aux régimes dictatoriaux et théocratiques, sous couvert de lutte contre l'impérialisme américain avec le succès que l'on sait, en Afrique ou en Asie.



Le mur de Berlin est pourtant tombé, pas le niqab à Kaboul, ni le voile à Téhéran ou Riyad. Alors, de grâce, à Paris et dans la métropole de Montpellier, ce ne sera ni uniforme culturel ou communautaire, ni uniforme militaire parce que « femme, vie, liberté » est un slogan aussi universel que liberté, égalité, fraternité.